

# Sonatrach à l'international

La Sonatrach a 40 ans. Elle est aujourd'hui mûre pour occuper une place importante sur le marché international.

A cette occasion, mais aussi à la faveur de la réunion du Conseil national de l'énergie sous la présidence du chef de l'Etat, le ministre de l'Energie et des Mines, M. Chakib Khellil, et le président-directeur général du Groupe Sonatrach, M. Mohamed Meziane, tracent pour Strategica Business & Finance les grandes lignes de la stratégie énergétique pour les prochaines années et le rôle crucial qu'aura à jouer Sonatrach dans ce contexte.

Ils parleront de la place du secteur de l'énergie algérien dans la satisfaction des besoins nationaux, mais aussi de sa capacité à être une source non négligeable de financement du développement. Ils évoqueront également les activités à l'«international» de la compagnie nationale, de ses succès patents et de sa volonté de renforcer davantage sa présence à l'étranger.

Ainsi, Sonatrach, qui a le mieux symbolisé hier la politique de récupération des richesses nationales, manifeste ses ambitions internationales, ayant bien compris tous les enjeux de la mondialisation.



M. Chakib Khellil, ministre de l'Energie et des Mines

## *Strategica :*

**Monsieur le Ministre, le Conseil national de l'énergie vient de se réunir. Pouvez-vous nous dire quelles ont été les principales questions abordées et les décisions prises éventuellement ?**

## **M. Chakib Khellil :**

Nous avons discuté du bilan 1999/2003 et des perspectives à long terme du secteur des hydrocarbures.

Nous avons aussi discuté, dans le cadre de ces perspectives, du développement du grand gisement de Hassi Messaoud. Comme vous le

savez, Hassi Messaoud représente pratiquement 30 % de notre production pétrolière actuelle. Hassi Messaoud, c'est toujours le grand gisement qui recèle, en place, comme réserves initiales 44 milliards de barils, mais vu ses caractéristiques, compact très hétérogène..., nous n'avons pu récupé-



rer jusqu'à présent que près de 11 % en moyenne. C'est dire qu'il reste beaucoup à faire en matière de récupération des réserves additionnelles de Hassi Messaoud. Nous avons proposé un plan qui consiste à développer encore plus nos propres interventions à Hassi Messaoud et dans la région et développer parallèlement un partenariat dans d'autres régions, aux alentours du gisement.

Nous avons également discuté des activités internationales de Sonatrach. La compagnie nationale, qui a des activités internationales depuis longtemps, a réalisé par exemple des projets de gazoduc vers l'Italie et l'Espagne et mis en place le bureau de Londres SPS en activité depuis quinze ans. Sonatrach est également impliquée dans le projet Tarragone, en Espagne, avec Basf, la société allemande. Sonatrach ne peut rester, en effet, en dehors de l'évolution qu'ont connue bon nombre de sociétés nationales dont Total, qui était société nationale française et

qui est aujourd'hui société privée ; BP, qui était initialement société nationale anglaise ou bien comme les sociétés proches de nous telles la société Pétronas de la Malaisie, Pemex du Mexique et Petrobras du Brésil. Ce sont toutes aujourd'hui des sociétés internationales activant non seulement au niveau national, mais également au niveau international. Pourquoi aller à l'international ? Tout simplement parce qu'il y a des projets très intéressants et très rentables et parce que c'est aussi une façon de renforcer notre présence à l'international. Actuellement, il n'est pas possible de faire de la politique sans faire de l'économie.

**Ne pensez-vous pas que Sonatrach a les mains un peu liées ? Elle n'a pas les moyens de sa politique avec le contrôle des changes, la lourdeur du système. N'est-ce pas le moment de faire quelque chose ?**

En effet, Sonatrach ne peut fonctionner au niveau international comme elle le fait au niveau national. Elle doit bénéficier à temps des mêmes moyens, des mêmes possibilités que les autres sociétés parce qu'il y a des opportunités qui s'offrent qu'il convient d'en tirer rapidement profit sinon elles sont perdues.

Beaucoup de projets n'ont pu être concrétisés parce que, justement, ils nécessitent des prises de décision rapides. Il existe, certes, des instruments qui dépendent de nous et que l'on devrait nous-mêmes développer, en particulier l'évaluation des opportunités, nos moyens de réaction et d'analyse de ces opportunités, mais il existe également des instruments qui dépendent de l'environnement, du système bancaire et des capacités de transferts. L'exemple de Camisea est édifiant à cet égard.

Il fallait absolument payer rapidement et à temps, sinon nous aurions perdu nos 10 %. C'est un ►►

►► projet très rentable qui a été déjà mis en production et qui ne présentait pas de risques.

Nous avons beaucoup de possibilités dans ce domaine. Il faudrait que l'on puisse donner des moyens et de la flexibilité à Sonatrach, quitte à ce qu'il y ait des commissaires aux comptes, des auditeurs internationaux de réputation internationale qui font l'audit de Sonatrach à l'international. Sonatrach est disposée à rendre compte de toutes ses activités. Elle l'a fait en assemblée générale. Nous avons aussi discuté de la politique des carburants. Comme vous le savez, l'Algérie consomme énormément de gasoil, alors qu'elle dispose de capacités de raffinage limitées de sorte que l'on ne peut continuer à consommer du gasoil si l'on ne veut pas être contraint à terme de l'importer en raison de l'insuffisance de nos capacités de raffinage.

D'un autre côté, nous avons beaucoup de GPL carburant puisque nous en sommes un grand exportateur. Il se trouve que le GPL carburant n'est pas produit par des raffineries, mais beaucoup plus en amont de la production. Le GPL carburant n'est pas conditionné par l'existence de raffineries.

Il a beaucoup plus de flexibilité et il existe en grande quantité, d'où le fait que nous en soyons grand exportateur. Nous voulons que le GPL carburant soit plus consommé. Nous voulons également utiliser l'essence sans plomb, qui répond au protocole de Kyoto et qui a des implications en termes d'exportation de ce produit à l'avenir, notamment vers l'Union européenne, laquelle impose des spécifications qui nous obligent à améliorer nos produits en conséquence au risque de ne pas pouvoir les exporter.

**Comme vous le savez, Monsieur le Ministre, Sonatrach subventionne à plus de 2 milliards de**



**dollars les produits pétroliers parce que nous gaspillons beaucoup plus d'énergie par rapport à d'autres pays qui ont fait des efforts. Jusqu'à quand cette situation va-t-elle perdurer ?**

Il se pose, en effet, la question de la conservation de l'énergie. Il ne faut pas conserver l'énergie seulement par des mesures qualitatives, c'est-à-dire à travers l'amélioration des raffineries et les conditions de travail. Il convient aussi que l'on puisse inciter les consommateurs à conserver de l'énergie à travers une

politique de prix adéquate, mais qui n'affecte pas tellement leur pouvoir d'achat. Nous avons proposé une politique en ce sens qui, bien sûr, tend à encourager les opérateurs qui ont des raffineries à augmenter leur capacité de production, tels que Naftal, et les distributeurs privés à améliorer les infrastructures des centres de stockage.

Les stations d'essence ne reflètent pas vraiment l'image que devrait donner l'Algérie à l'extérieur. Il suffit de se rendre dans les pays voisins pour constater la qualité des sta-

tions-service.

L'idée, c'est aussi d'intervenir à ce niveau, mais aussi prévoir des mécanismes qui font que la possession de voiture utilisant le gasoil soit découragée et que l'on encourage l'acquisition d'autres types de voiture à travers des mécanismes (vignette et autres) et en même temps encourager l'utilisation du GPL carburant à travers des prix beaucoup plus compétitifs, à travers aussi des facilités à accorder aux stations-service pour acquérir les équipements nécessaires.

Actuellement, il n'y a pas suffisamment de stations-service qui distribuent le GPL carburant. La station-service est une activité commerciale qui doit être rentable, sans quoi les opérateurs s'abstiendraient d'investir.

La politique que nous proposons consiste à faire en sorte que les investisseurs étrangers aient une bonne visibilité qui les inciterait à investir en toute quiétude dans les stations d'essence et à créer ce marché ouvert compétitif que nous voulons développer.

Un autre dossier concerne la tarification du gaz naturel. Comme vous le savez, nous avons une tarification qui n'est pas rationnelle. Nous avons des prix différentiels pour différents clients.

Il existe aussi le fait que la base sur laquelle repose cette tarification n'est pas très bien connue. Ce qui est proposé, c'est d'abord de dégager une méthodologie sur la base de laquelle sera développée cette tarification du gaz. Une méthodologie qui pourrait être reproduite à l'avenir quand il s'agira de revoir la tarification.

On saura alors sur quelle base il faudra le faire et de cette manière donner plus de visibilité aux investisseurs et répondre à ceux qui viennent investir dans des secteurs tels que les engrais, l'acier ou les centrales électriques et les informer du prix du gaz. Cela va évoluer à l'avenir dans la mesure où l'on aura d'autres producteurs de gaz que

Sonatrach.

Actuellement, la société nationale a une position dominante dans la production de gaz. Il faudra continuer à réguler bien sûr.

Nous pensons que cette politique va avoir un grand impact en termes d'investissement dans les cimenteries, dans l'industrie, dans la pétrochimie, dans les centrales électriques d'exploitation, dans les usines de dessalement de l'eau de mer et dans toutes ces activités qui reposent sur le gaz naturel. Il s'agira de donner de l'énergie à tout le monde en complète visibilité. Il s'agira aussi de donner une compétitivité à notre gaz naturel par rapport à d'autres pays qui font aussi des efforts, sans pour cela subventionner qui que ce soit.

La méthodologie est élaborée sur la base de coûts, d'actualisation économique réelle pour que l'Etat reçoive son dû de même que Sonatrach et les investisseurs étrangers.

**Ne pensez-vous pas que l'Algérie se trouve actuellement dans un dilemme, dans le sens où les capacités de production augmentent, on découvre des réserves et donc on peut pomper plus, ce qui génère des réserves de change importantes (42 milliards de dollars, selon le FMI, qui peuvent doubler d'ici 2009). Faut-il accumuler des réserves dont on aura des difficultés à utiliser et à placer ou bien doit-on pomper en fonction des capacités d'absorption de l'économie ?**

C'est là une question qui se pose depuis toujours. Il aurait été vrai de dire cela si, par exemple, on avait une idée sur l'évolution future telle que la croissance économique, par exemple, ou peut-être, sachant que dans l'avenir nous allons avoir des besoins ou que la situation pétrolière évolue de telle ou de telle façon. Dire qu'il faudrait mieux faire ce que vous suggérez, la réalité est

toute autre parce que le marché pétrolier n'est finalement pas un marché que l'on contrôle. Il dépend de tellement de facteurs que, finalement, il vaut mieux tirer profit de la situation actuelle, quitte à investir ces surplus.

Certains pays ont prévu (au Tchad avec l'accord de la Banque mondiale et les investisseurs étrangers) qu'une certaine partie de la rente pétrolière soit investie à l'extérieur et que les revenus générés servent au développement social et infrastructurel..., cela a été fait avec l'accord de la banque. On pourrait imaginer cela. On pourrait aussi voir de quelle manière on pourrait développer encore plus l'utilisation de ces liquidités sur le marché national, ceci va prendre du temps mais c'est une autre possibilité de revenus à long terme à travers l'investissement de ces surplus à l'extérieur. Une possibilité, c'est Sonatrach puisque la compagnie nationale a la possibilité d'investir dans des projets internationaux qui sont très rentables. Il vaut mieux investir dans des projets tels que Camisea où le taux de rentabilité en amont est de 25 % que d'investir les mêmes montants financiers dans un compte en suisse qui ne rapporterait pas autant. Je pense que Sonatrach a aussi les moyens d'utiliser ces ressources qui sont d'ailleurs contrôlables.

Une possibilité additionnelle serait de créer une caisse de dépôt. Des entreprises qui disposent d'excédents comme Sonatrach ou la Cnep pourraient s'attacher les services de gestionnaires d'actifs professionnels qui investiraient dans des entreprises rentables.

Beaucoup de choses peuvent être faites en effet. Il faut que l'on puisse développer toutes ces idées, les mettre en pratique et s'assurer aussi qu'il n'existe pas de conflits d'intérêts entre ceux qui gèrent ces dépôts et les autres activités ■

# Sonatrach a 40 ans : l'âge de raison

**Monsieur le Président, Sonatrach fête ses quarante ans. Que vous inspire cet événement alors que l'entreprise est devenue la dixième compagnie mondiale et quel bilan faites-vous de ces dernières années ?**

**M. Mohamed Meziane :**

Sonatrach a fêté ses quarante ans le 31 décembre 2003, mais nous avons voulu marquer cet événement d'une manière particulière, en consacrant toute l'année 2004 à faire mieux connaître l'entreprise. Sonatrach est une entreprise citoyenne, qui se veut être près du citoyen, faisant partie du tissu national.

C'est une entreprise nationale qui crée de la richesse pour le pays. Quarante ans c'est, comme on dit, l'âge de raison ; on devient plus mature après toute cette expérience et toute l'expertise acquises par Sonatrach qui a été créée sur la base d'un pipeline. Sonatrach a commencé, en effet, avec un oléoduc. C'est aujourd'hui une entreprise intégrée verticalement, de l'exploration jusqu'à la commercialisation et la valorisation des hydrocarbures avec, ces dernières années, une présence à l'international.

A ce titre, nous avons participé à l'exploration au Yémen.

Nous sommes également au Pérou à travers le gisement de Camisea et nous sommes en discussion au sujet du deuxième gisement appelé le bloc 55.

Nous sommes aussi présents dans le transport par pipe à travers la canalisation de Camisea-Pisco, gaz et condensat GPL, et vers Lima pour la distribution du gaz naturel.

Nous négocions actuellement la réalisation d'une unité GNL au Pérou et l'augmentation de la capacité de transport.

Nous sommes aussi présents dans le transport, pipe GME, vers l'Espagne et l'Italie à travers le détroit de Sicile, et nous avons d'autres projets en cours : Medgaz, Galsi, Enigaz. Notre présence est également effective en Espagne à travers le complexe de Propilen auquel nous vendons 450 000 tonnes de propane. Nous sommes dans la génération électrique en Espagne et au terminal de réception et de distribution de gaz également en Espagne. Sonatrach a donc grandement évolué. Elle ne ressemble pas du tout à celle qui a été créée il y a quarante ans.

**C'est très louable comme activités lorsqu'on sait que vous avez des contraintes financières avec le contrôle des changes, avec le système actuel qui ne permet pas à Sonatrach d'avoir vraiment les mains libres pour opérer. Comment allez-vous régler ce problème si vous voulez réellement être une compagnie internationale ? Les pouvoirs publics s'attellent-ils à régler ce problème ?**



M. Mohamed Meziane, P-DG Sonatrach

Nous avons vécu dans le système de planification. Sonatrach a évolué dans ce cadre. Les choses évoluent. Les réformes amènent de nouvelles choses qui permettent de fiabiliser et de huiler un peu plus le système, même si ce n'est pas complètement. Nous attendons beaucoup des réformes bancaires et des réformes du système financier pour que nous puissions avoir les procédures et les moyens de réaction en temps réels. Ceci, bien sûr, dépend de nous en premier lieu.

Comme vous le savez, dans tout projet à l'international, la matura-

tion doit être réalisée très rapidement, de même que les évaluations et les décisions de financer et d'investir.

Nous attendons beaucoup des réformes des systèmes bancaire et financier pour que nous puissions avoir le soutien de l'Etat afin de permettre à Sonatrach de réaliser et d'atteindre les objectifs qu'elle s'est assignés en matière d'internationalisation de ses activités. Je voudrais rappeler que nous avons pour objectif de disposer de réserves de près de 600 millions de barils à l'étranger d'ici 2015 et de produire 120 000 barils/jour à cet horizon, développer davantage notre présence dans le transport du GNL et, dans les services, développer notre know-how et notre maîtrise des nouvelles technologies en matière de services pétroliers, donc être plus présents à l'étranger, dans le sillage de l'internationalisation du Groupe Sonatrach, en matière d'ingénierie et de construction.

Nous commençons déjà à réaliser, à travers notre filiale Brown & Roots-Condor, qui a construit des unités très intéressantes avec l'ENC au niveau de nombre d'installations et nous voulons que cette capacité soit aussi dans le sillage de notre internationalisation. Nous attendons beaucoup des réformes et de l'avènement d'un système plus moderne qui nous permettra de réagir en temps réel. Même à l'intérieur du Groupe Sonatrach, nous travaillons pour améliorer ce système de gestion de l'information qui aide à une décision en temps réel.

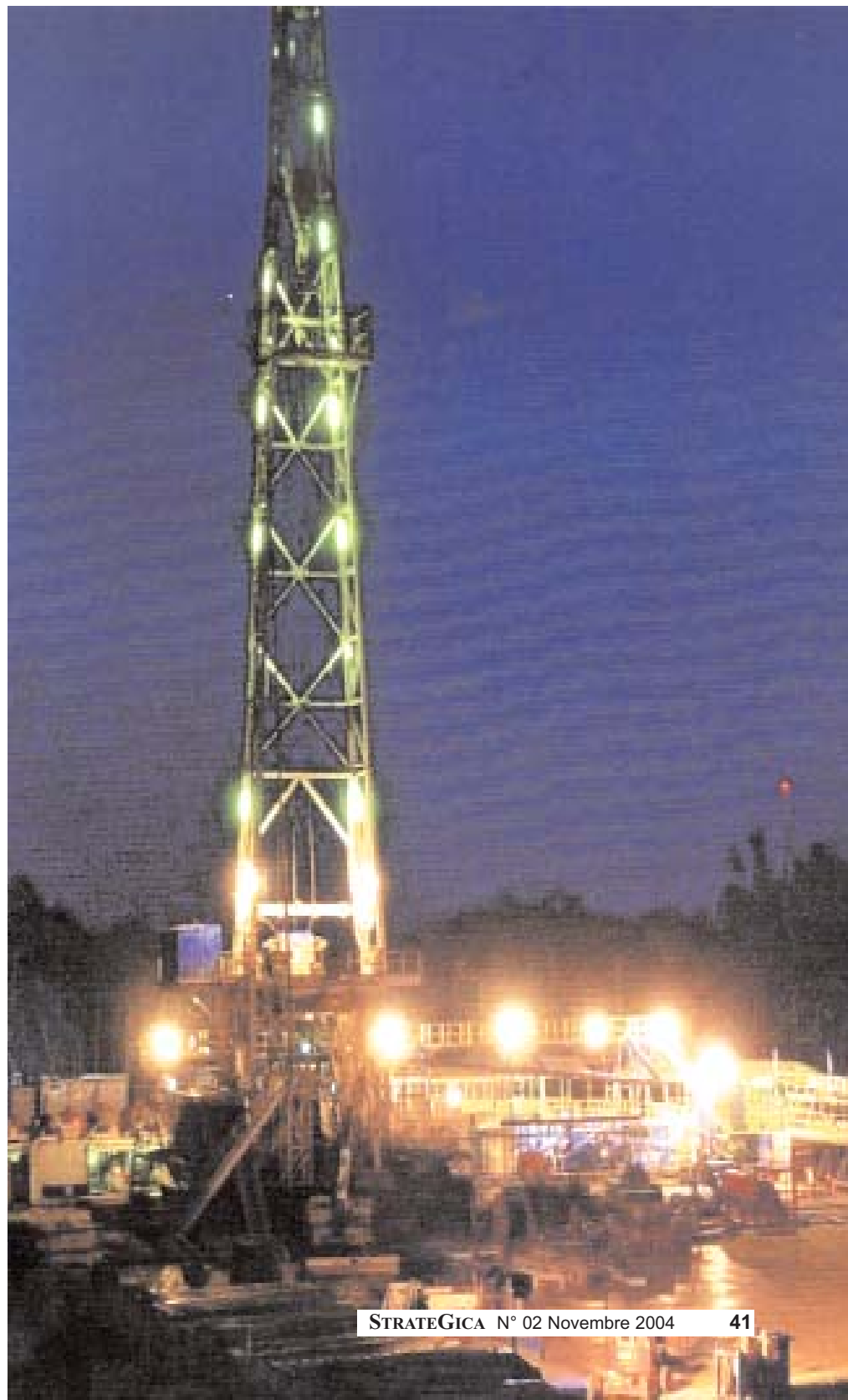
### **Vous allez seul à l'international ou toujours en partenariat avec d'autres ?**

Nous allons en partenariat. Nous partageons le risque comme nous le faisons d'ailleurs pour ce qui est du développement du partenariat en Algérie. Tous les appels à partenariat que nous sommes en train de lancer (nous sommes au sixième

appel actuellement) le sont en direction de l'étranger et nous privilégions beaucoup plus la voie vers le développement de gisements présentant un risque assez calculé avec une participation qui ne soit pas trop élevée, soit en moyenne entre 10 et 20 %. Ceci nous permettra de nous roder et de calculer le risque en quelque sorte.

**Une bonne stratégie veut que, généralement, l'on va à l'étranger quand on est fort chez soi. Je crois que vous avez un programme pour les cinq années à venir de 21 milliards de dollars d'investissements. Dans quels domaines ?**

C'est vrai que pour aller à l'étranger, il faut être fort et avoir une ►►

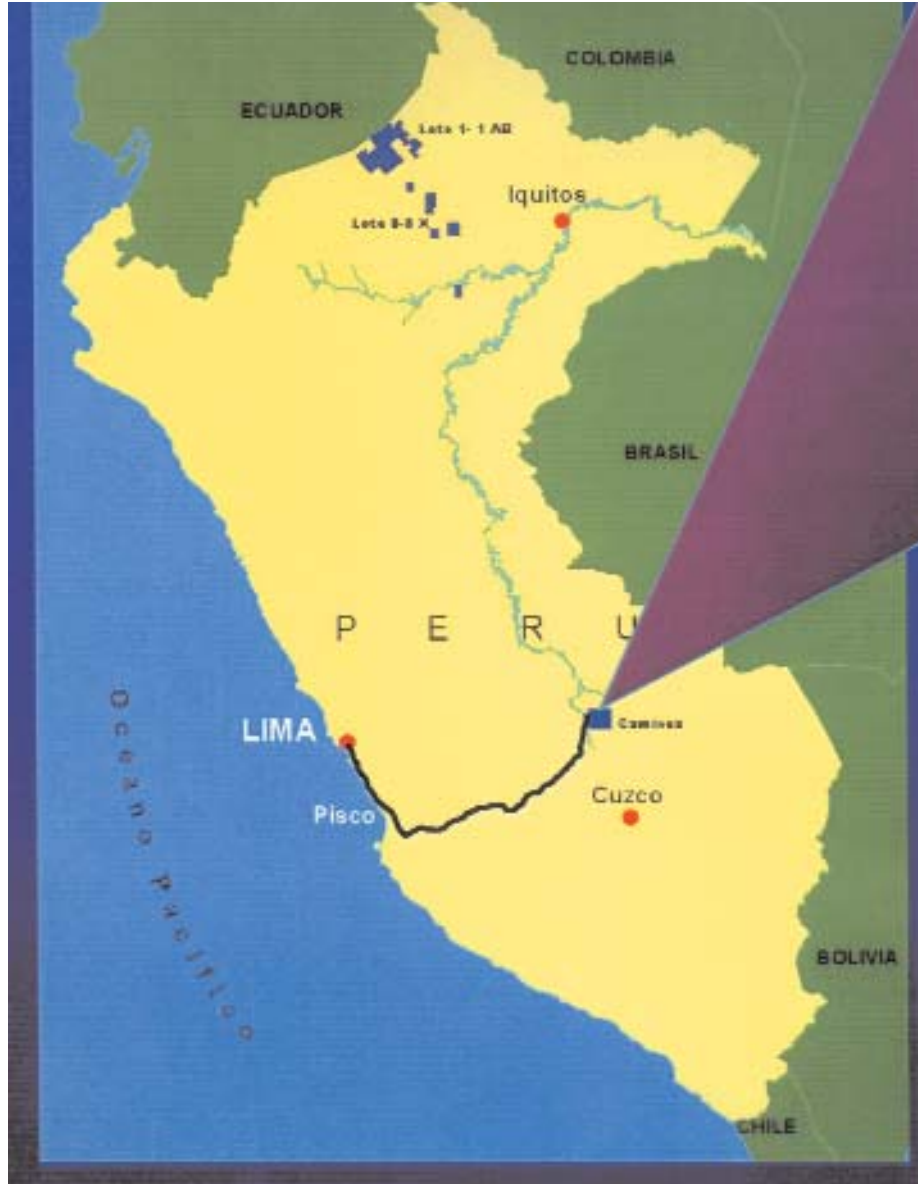


►► bonne base. Au plan national, nous sommes présents sur 40 % du domaine minier que nous connaissons bien. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nos partenaires actuels et futurs privilégient le partenariat avec Sonatrach et veulent être présents dans l'exploration et le développement.

En ce qui concerne le plan que vous avez évoqué, il s'agit d'un plan beaucoup plus orienté sur l'Amont, à savoir l'exploration et le développement des gisements, ce qui représente 60 à 70 % du montant de l'investissement. En moyenne, 200 à 250 millions de dollars par an, soit 1 milliard de dollars pour la période de 5 ans pour l'exploration. En matière de développement, tous les gisements découverts sont concernés, qu'ils aient été découverts en association ou par Sonatrach elle-même : développement des champs gaziers qui sont en cours et qui vont se poursuivre tels que In Amenas, gisement de Tin Hert, le projet intégré de Tin Hert, qui va être prochainement lancé et qui concerne des gisements de gaz avec une unité de GTL, le projet intégré de Gassi Touil qui va être intégré dans le plan quinquennal. Mais aussi dans l'Aval : réhabilitation des raffineries, des unités pétrochimiques, le projet de raffinerie de condensat, mais c'est le réseau transport qui va connaître aussi un développement qui va nous permettre de doubler pratiquement la capacité de chargement en mer. C'est tout le transport des hydrocarbures en Amont vers la transformation et vers l'exportation qui est concerné.

On passerait d'une capacité actuelle de près de 90 millions de tonnes à 180 millions de tonnes d'exportation à travers le développement ou la réhabilitation des ports pétroliers et la construction, qui est en cours, de bouées de chargement de grands navires qui nous permettra de viser d'autres marchés, les marchés lointains asiatiques, américains.

Nous avons créé dernièrement la



Société des ports pétroliers, Transport hydrocarbures, en partenariat avec les entreprises portuaires d'Arzew, de Béjaïa et de Skikda.

**Comme vous le savez, Sonatrach génère beaucoup d'argent. Cet argent représente des masses considérables qui sont déposées à sa banque, la BEA, laquelle est dans une position inconfortable sur le plan financier parce qu'elle n'a pas les capacités de le placer. Il n'y a pas de capacités d'absorption sur le marché. N'y a-t-il pas d'autre solution ?**

**A ce sujet, peut-on envisager au niveau de la Banque d'Algérie la possibilité de stériliser ces montants et les garder en devises et comme cela vous pourrez puiser chaque fois que vous en aurez besoin plutôt que de les transformer en dinars, ce qui équivaut à accroître l'inflation en Algérie ?**

C'est vrai. D'ailleurs, à la fin de l'année dernière, nous étions à plus de 200 milliards de dinars auxquels s'ajoute l'exercice 2004. Ces montants font frémir et mettent notre banque dans une situation difficile. Ce serait effectivement une bonne chose, et c'est ce que nous demandons. Il reste que cela ne dépend pas de nous, mais des autorités et des institutions. Avoir cette possibilité de disposer d'un montant en devises que nous devons placer et faire fructifier est une idée qui va dans le sens des intérêts de l'Etat, de Sonatrach et peut-être aussi dans celui des banques et de la BEA.

**Dans certains pays, les agents à excédents comme Sonatrach ou la Cnep déposent les sommes excédentaires dont elles disposent dans une caisse de dépôt, qui est un gestionnaire d'actifs qui va les placer ou les prêter aux**



**entreprises viables. Vous, en tant que Sonatrach, vous ne pouvez pas faire une diversification non reliée à votre activité, mais le gestionnaire d'actifs peut le faire, investir cet argent et le sortir le moment voulu. C'est là peut-être une solution à envisager...**

Ce sont des solutions à envisager. Nous encourageons tout ce qui peut permettre de fructifier cet argent pour Sonatrach en tant qu'entreprise, mais aussi pour l'Etat algérien puisque nous sommes une société nationale. Pour le financement de notre plan de développement, nous avons signé des conventions avec des banques étrangères (17 actuellement). Il est possible d'étudier également cette possibilité avec des banques nationales.

Nous essayons actuellement de trouver les meilleurs moyens d'utiliser cet argent qui dort et qui peut avoir des impacts négatifs pour l'économie nationale.

**Vous avez mentionné le rôle de Sonatrach comme entreprise citoyenne. Concrètement, que faites-vous pour être une entreprise citoyenne ?**

Nous essayons de nous préoccuper de tout ce qui intéresse le citoyen. Nous sommes une entreprise près du travailleur et du citoyen qui vit à côté de nos installations.

Nous sommes disponibles pour aider à développer des capacités qui rendent le citoyen autonome, actif et productif grâce à la formation et à l'aide. Nous essayons de soutenir les activités culturelles et sportives afin de permettre au citoyen de se développer sur tous les plans. Il y a une multitude d'activités que nous menons.

Nous avons un budget annuel que nous essayons de fructifier. Nous avons des résultats intéressants.

D'ailleurs, nous avons organisé une exposition de peinture suivie d'une soirée culturelle à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de Sonatrach, du 50<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution et à l'occasion du Ramadhan.

La société citoyenne n'est pas une société froide, mais une société qui se préoccupe du citoyen et du sort de ses travailleurs. En plus de tout ce que nous faisons sur le plan social, à l'intérieur du Groupe Sonatrach pour les travailleurs et leurs enfants.

Nous intégrons aussi les enfants victimes du terrorisme. Nous essayons d'aider aussi dans ce cadre.

**Parlons de ce que vous faites pour vos travailleurs. Pouvons-nous aborder les questions relatives à l'essaimage et à la coopérative d'épargne et de crédit ?**

Beaucoup d'activités sont organisées au bénéfice du travailleur pour ce qui est de sa santé et de son développement culturel. Beaucoup est fait également en direction de la femme travailleuse.

Nous essayons actuellement de développer une coopérative d'épargne et de crédit pour essayer de faire bénéficier les travailleurs d'un système qui lui permette de se développer socialement à travers un mécanisme qui puisse lui assurer le financement. Nous sommes prêts à atteindre l'objectif. J'espère que la coopérative d'épargne et de crédit de Sonatrach sera créée d'ici la fin de l'année ou au début de l'année prochaine.

C'est un système qui va permettre aux travailleurs de se faire financer (crédit surtout au logement) et ne pas constituer un boulet social.

En ce qui concerne l'essaimage, nous avons pour objectif d'essaimer tout ce qui ne rentre pas dans l'activité de Sonatrach : surveillance, transport, certaines opérations de maintenance au niveau des pôles industriels.

Nous allons créer avec la BEA et la Sonelgaz la Société capital développement qui va nous permettre d'aider des travailleurs, de créer autour des pôles industriels des PMI/PME qui peuvent prendre en charge ces activités mieux que Sonatrach, en tant qu'entreprise lourde.

Ceci va dans le sens des intérêts des travailleurs de Sonatrach et permettra de créer des emplois. Sonatrach gagnera en flexibilité et pourra mieux se focaliser sur ses objectifs principaux : rechercher des hydrocarbures, produire, valoriser.

**Il y a eu beaucoup d'agitation de par le passé sur le statut de Sonatrach. Vous avez dit que c'est une société d'Etat. On a parlé de l'ouverture de son capital. Qu'en est-il exactement ?**

Sonatrach est une société nationale. Il n'a jamais été question de revoir ses statuts ou de la privatiser comme il s'est dit lors du débat sur la loi sur les hydrocarbures. Le propriétaire de Sonatrach, jusqu'à pré-

sent, est l'Etat qui restera propriétaire unique de son capital, mais nous allons vers un système de gestion commerciale.

Sonatrach, à travers le projet de la loi sur les hydrocarbures, deviendra une société pleine sur le plan économique et commercial. Elle n'aura plus la charge de représenter l'Etat qui est une mission lourde et pénalisante du point de vue de la charge. Je pense que les managers de l'en-

treprise pourront être plus efficaces et pourront rendre également Sonatrach plus efficace parce que les rôles seront bien définis pour les uns et les autres.

Nous allons être plus regardant sur l'utilisation de notre patrimoine, plus efficaces au niveau de la gestion et plus performants dans l'intérêt de tout le monde et dans celui de Sonatrach ■

## Le gasoil plus cher en 2005 ?



Le gasoil pourrait coûter plus cher dès 2005 en Algérie, selon le projet de loi de finances adopté en Conseil des ministres alors que les prix du gaz de pétrole liquéfié carburant (GPL-c) et l'essence sans plomb devraient baisser. Le texte prévoit un relèvement de taxe pour le premier type de carburant et une baisse de taxe pour les deux autres types de carburant. Ces dispositions répondent au souci d'encourager l'utilisation de carburants moins polluants. «Le projet de loi, qui doit être adopté également par le Parlement, propose de réduire la taxe sur les produits pétroliers

applicable au gaz de pétrole liquéfié (GPL-c) et à l'essence sans plomb, d'une part, et de la relever pour le gazole, d'autre part.»

Le GPL-c : réduction des droits d'un dinar algérien (0,02 euro) à la pompe. «Ce qui induirait une moins-value de l'ordre de 0,1 milliard de dinars (1,18 million d'euros)» pour le budget de l'Etat.

Essence sans plomb : alignement de la taxe sur les produits pétroliers sur celle de l'essence normale. Elle est actuellement alignée sur celle de l'essence super.

Le projet de loi de finances prévoit, par ailleurs, le relèvement de la taxe

appliquée actuellement au gazole (de l'ordre de 163,8 DA/hl: 1,93 euro/hl) de 5 DA (0,06 euro) le litre à la pompe.

Ce qui se traduirait par une plus-value de 18 milliards de dinars (212 millions d'euros) pour le budget, alors que du côté des nombreux propriétaires de véhicules diesel le prix du litre gasoil à la pompe est actuellement de 11 DA (0,13 euro) pour le diesel, 20,25 DA (0,24 euro) pour l'essence normale, 22,50 DA (0,27 euro) le super et 23,50 DA (0,28 euro) pour le sans plomb ■